Procès-Verbal de la Séance du 13 Décembre 2023

Secrétaire de séance : M. CHATELAIN Jean Pierre

Heure de début : 20h05

Approbation du procès-verbal de la séance du 15 novembre 2023 : à l'unanimité des personnes présentes

Présents :

Mmes : GORNET Agathe, THIEBAUT Carole

MM : BALAUD Frédéric, CHATELAIN Jean-Pierre, DEMURGER Igor, DESBIENDRAS Patrick, DUVOID Frédéric, LACOUR Jean-Pierre, LEBON Joffrey

Absents excusés : Mme SKRZYNSKI DIDELOT Léa, pouvoir donné à M. LACOUR Jean Pierre
Mme CREUSOT Valérie, pas de pouvoir donné

Invitées : Mme JEANDAT Charlotte (secrétaire de mairie)

Mme DAMON Manon (stagiaire)

M. LE DRET John (administré : demande de participation avec accord de M. Le Maire)

M. THIERRY François (début de séance pour explications sur projet ENR)

QUORUM : 9 présents + 1 pouvoir = 10 votants

L'ordre du jour est le suivant :

- * Délibération des créances admises en non-valeur - Budget Commune
- * Délibération des créances admises en non-valeur - Budget Assainissement
- * Délibération pour la délégation au Maire des admissions en non valeurs des sommes inférieures à 100 euros
- * Délibération portant adhésion à la convention de participation "Prévoyance" du CDG88
- * Délibération pour les affouages 2023-2024
- * Délibération des modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation
- * Délibération pour la délégation consentie au maire pour le marché "Maison des Séniors"

Délibération des créances admises en non-valeur – Budget Commune réf : 2023-068

Monsieur le Maire rappelle que les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la demande d'admission en non- valeur du comptable public ;

Considérant qu'il s'agit de recettes qui n'ont pu être recouvrées malgré des poursuites qui se sont avérées infructueuses,

Considérant qu'il convient, pour régulariser la situation budgétaire de la commune, de les admettre en non-valeur,

Monsieur le Maire propose que les créances ci-dessous soient admises en non- valeur :

* Exercice 2009 - Titre 19 - Debra effacement olivier - Titres transmis par clara - RAR 161.24 €

* Exercice 2009 - Titre 73 - Debra effacement olivier - location garage 2009 du 01/01 au 30/06/2009 - RAR 124.74 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte que :

Article 1 : La somme de 285.98 euros soit admise en non-valeur

Article 2 : Les créances présentées sont irrécouvrables malgré les procédures intentées par le comptable public

Article 3 : Les crédits nécessaires à ces annulations sont prévus au budget 2023 et l'écriture comptable sera passée sur l'exercice 2023.

Article 4 : M. le Maire soit chargé du contrôle et du suivi de cette décision.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Délibération des créances admises en non-valeur - Budget Assainissement réf : 2023-069

Monsieur le Maire rappelle que les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la demande d'admission en non- valeur du comptable public ;

Considérant qu'il s'agit de recettes qui n'ont pu être recouvrées malgré des poursuites qui se sont avérées infructueuses,

Considérant qu'il convient, pour régulariser la situation budgétaire de la commune, de les admettre en non-valeur,

Monsieur le Maire propose que les créances ci-dessous soient admises en non- valeur :

* Exercice 2018 - T2 / R3 / A103 - La lerrinoise - Role eau - RAR 33.57 €

* Exercice 2019 - T2 / R1 / A110 - La lerrinoise - Role eau - RAR 39.36 €

* Exercice 2019 - T2 / R3 / A114 - Le lypocan - Role eau - RAR 475.16 €

* Exercice 2020 - T8 / R15 / A96 - Le lypocan - Role eau - RAR 349.81 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte que :

Article 1 : La somme de 897.90 euros soit admise en non-valeur sur le budget assainissement

Article 2 : Les créances présentées sont irrécouvrables malgré les procédures intentées par le comptable public

Article 3 : Les crédits nécessaires à ces annulations sont prévus au budget assainissement 2023 et l'écriture comptable sera passée sur l'exercice 2023.

Article 4 : M. le Maire soit chargé du contrôle et du suivi de cette décision.

Article 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Délibération pour la délégation au Maire des admissions en non valeurs des sommes inférieures à 100 euros réf : 2023-070

Monsieur le Maire rappelle que l'admission en non-valeur est une mesure de bonne gestion du budget.

Pour vous faciliter la procédure, l'article 173 de la loi du 21 février 2022 permet aux assemblées de déléguer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant aux exécutifs des communes, Syndicats et EPCI en deçà d'un seuil de 100,00 € fixé par le décret n° 2023-523 du 29/06/2023.

Il est ainsi possible de voter cette délégation au Maire qui permettra de fluidifier les rapports entre l'ordonnateur et le Service de Gestion Comptable.

Après instruction des propositions transmises par le comptable public portant sur des créances irrécouvrables au sens de l'article R. 276-2 du livre des procédures fiscales, le maire prononce l'admission en non-valeur par arrêté.

Le Maire rend compte au moins une fois par an de ses décisions au conseil municipal au moyen d'un état listant les créances admises en non-valeur et les motifs ayant présidé à cette admission.

Il tient à la disposition du conseil municipal les pièces produites à l'appui de la demande d'admission en non-valeur présentée par le comptable public.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

* accepte de donner délégation à M. le Maire, pour les admissions en non valeurs des sommes inférieures à 100 euros.

Cette délégation est valable pour le budget principal et tous les budgets annexes.

* charge M. le Maire d'en avertir le SGC de Vittel et la Préfecture des Vosges

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Délibération portant adhésion à la convention de participation "Prévoyance" du CDG88 réf : 2023-071

EXPOSE PREALABLE

Le Maire, informe le Conseil que le décret n°2011-1474 paru le 8 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé). La participation financière ne trouvait plus de cadre juridique valable depuis l'abrogation en 2005 par le Conseil d'État de l'arrêté « Chazelle » du 19 septembre 1962.

La garantie « Maintien de Salaire » est considérée comme la modalité de protection sociale la plus importante pour tout salarié puisqu'elle sécurise la situation financière de chaque agent et de sa famille. Malgré son caractère facultatif, cette garantie devrait se généraliser à l'instar de ce qui se fait depuis de nombreuses années dans le secteur privé ; le plus souvent sous la forme d'un régime à adhésion obligatoire.

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. Plus de 600 collectivités vosgiennes, représentant 9 000 agents, sont concernées par la convention de participation « PREVOYANCE / MAINTIEN DE SALAIRE ».

Le groupement des collectivités à l'échelon départemental permet d'optimiser les coûts d'adhésion des agents en leur garantissant un contenu contractuel de haut niveau. Le Centre de Gestion présentera l'ensemble de son cahier des charges et l'offre retenue lors de réunions d'information organisées sur tout le département des Vosges à compter du mois de septembre 2019.

Les éléments substantiels de cette convention de participation peuvent être résumés comme suit :

Un niveau de garantie de base garantissant l'incapacité temporaire de travail (ITT) et l'invalidité pouvant en résulter à hauteur de 95% du revenu net de chaque agent,

Un engagement maximum de la collectivité sur une durée de 6 ans, sachant que les taux sont garantis sur une durée de 3 ans,

Chaque agent décide d'assurer ou non son régime indemnitaire (prise en compte dans l'assiette de cotisation, et donc lors des absences),

Un panel d'options au choix de chaque agent : régime indemnitaire, minoration de retraite, capital décès / perte totale et irréversible d'autonomie, rente d'éducation,

Un pilotage et un accompagnement de la convention de participation par le Centre de Gestion des Vosges. Le CDG88 pouvant accompagner les démarches des collectivités et/ou des agents auprès du courtier gestionnaire (recours gracieux, recours aux services d'aides sociales, aide ponctuelle en cas de difficulté sociale des agents),

La participation doit être fixée à au moins 2 euros par mois et par agent en 2020 et ne peut dépasser le montant total de la cotisation,

La participation minimale au bénéfice de chaque agent est échelonnée de manière à atteindre le montant de participation de 6€ par mois et par agent en 2024,

Une communication directe est effectuée par le Centre de Gestion auprès des collectivités et des agents adhérents. Toutes les informations relatives au contrat seront rendues transparentes et directement consultables sur le site du CDG : bilans financiers, conclusions des tiers-experts, préconisations et conseils des équipes du Centre de Gestion des Vosges.

M. le Maire propose au Conseil Municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Assurances ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26.

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 14 septembre 2018 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation mutualisée au risque « prévoyance » dans le domaine de la protection sociale complémentaire pour l'ensemble des collectivités affiliées ;

VU l'avis du Comité Technique placé auprès du Centre de Gestion des Vosges en date du 4 juillet 2019 relatif - au choix du groupement d'opérateurs : TERRITORIA (Porteur du risque) et GRAS SAVOYE BERGER SIMON (courtier gestionnaire),

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 4 juillet 2019 désignant le groupement d'opérateurs : TERRITORIA (assureur) / GRAS SAVOYE (courtier gestionnaire) en charge du lancement et de la gestion de la convention de participation « prévoyance » ainsi qu'un seuil minimal de participation financière par l'employeur de 2 euros par mois et par agent en 2020,

VU la demande de saisine du Comité Social Territorial en date du 24 octobre 2023 et de l'avis favorable du Comité Social Territorial rendu le 21 novembre 2023 ;

VU l'exposé du Maire et la présentation de l'annexe tarifaire ;

Considérant l'intérêt social d'une couverture « Prévoyance » généralisée dans les effectifs de la collectivité, Considérant que la participation financière de l'employeur facilite et incite la généralisation de cette couverture « Prévoyance »,

Considérant que le contenu de l'offre négociée par le Centre de Gestion présentée lors de réunions d'informations correspond aux attentes de la collectivité,

Considérant que cette proposition permet l'instauration simple et juridiquement fiable d'une participation financière de la collectivité couplée à un contenu contractuel de qualité au meilleur tarif,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE

- D'adhérer à compter du 01/01/2024 à la convention de participation pour le risque prévoyance « Maintien de Salaire » organisée par le centre de Gestion des Vosges pour une durée de 6 ans (01/01/2020 – 31/12/2025)
- De fixer à 8€ par agent et par mois, la participation financière de la collectivité au risque « Prévoyance » susmentionné. La garantie de base étant composée de la couverture INCAPACITE et INVALIDITE. Le reste de la couverture étant laissée au choix de chaque agent. Cette participation sera versée directement à chaque agent et viendra en déduction de la cotisation versée à l'opérateur.
- D'autoriser le Maire à signer l'adhésion à la convention d'adhésion et de gestion conclue par le Centre de Gestion des Vosges avec les opérateurs sélectionnés et tout document s'y rapportant.
- D'autoriser le Maire/Président à signer l'adhésion à la convention de gestion conclue par le Centre de Gestion des Vosges moyennant une participation financière fixée par de 50€ par an (pour les collectivités de 3 à 9 agents).

Cette contribution permettant d'expérimenter la gestion des sinistres par les services du Centre de Gestion des Vosges en lieu et place des services de gestion du personnel des collectivités.

- D'autoriser le Maire à habilitier le Centre de Gestion à le mandater pour qu'il relance une consultation départementale en cas de résiliation anticipée (à l'initiative du CDG88 ou de l'assureur TERRITORIA MUTUELLE).

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Délibération pour les affouages 2023-2024 réf : 2023-072

Monsieur le Maire rappelle la nécessité de délibérer les modalités des affouages, à savoir :
la demande de délivrance de la parcelle dont la nature est destinée aux affouages
la désignation des garants
le tarif de la taxe d'affouage
le règlement d'affouage

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Demande la délivrance de la parcelle de bois n°1 pour la destination suivante :

- Partage en nature de la totalité de coupe sur pied pour l'exploitation par les affouagistes

Le Conseil Municipal :

- Décide de répartir l'affouage par habitant
- Désigne comme garants responsables : DUVOID Frédéric, DESBIENDRAS Patrick, DEMURGER Igor
- Fixe le montant de la taxe d'affouage (montant forfaitaire) à 80 € pour les habitants de Lerrain et 8€/ stère pour les personnes extérieures
- Adopte le règlement d'affouages présenté par M. le Maire

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Délibération des modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation: 2023-073

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires notamment son article 22 ter ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 2-1 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie notamment son article 9 ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'article 22 ter de la loi du 13 juillet 1983 précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics, qui a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts :

- le compte personnel de formation (CPF),
- et le compte d'engagement citoyen (CEC).

Ce dispositif bénéficie à l'ensemble des agents publics c'est à dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet.

Le compte personnel de formation (CPF) mis en œuvre dans ce cadre se substitue au droit individuel à la formation (DIF).

Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portés à 400 heures pour les agents de catégorie C dépourvus de qualifications.

Un crédit d'heures supplémentaires est en outre attribué, dans la limite de 150 heures, à l'agent dont le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Certaines formations sont considérées par les textes réglementaires comme prioritaires dans l'utilisation du CPF :

- la prévention d'une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- la validation des acquis de l'expérience ;
- la préparation aux concours et examens.

L'organe délibérant peut définir d'autres priorités, en complément.

Le compte personnel de formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences.

Par ailleurs, il convient de préciser que les formations qui figurent aux plans de formation des collectivités (article 7 de la loi n°84-594 précitée) sont réalisées principalement par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), notamment les formations de préparation aux concours ou les formations contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française qui sont incluses dans le CPF.

En dehors de la prise en charge par le CNFPT des formations qui lui sont confiées par les textes en vigueur, l'employeur territorial prend en charge les frais pédagogiques dans le cadre de l'utilisation du CPF.

Il peut également prendre en charge les frais annexes conformément au décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements.

Ainsi et en application de l'article 9 du décret n° 2017-928 précité, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein du Centre de Gestion.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

Article 1 :

La prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel d'activité est plafonnée de la façon suivante :

- Plafond du coût horaire pédagogique : 10 euros par heure de formation ;
- Plafond par action de formation fixé à : 800 euros

Article 2 :

Les frais annexes occasionnés par les déplacements des agents lors des formations suivie au titre du compte personnel d'activité ne sont pas pris en charge par la collectivité.

Article 3 :

Dans le cas où l'agent n'a pas suivi tout ou partie de sa formation, sans motif légitime, il devra rembourser les frais engagés par la collectivité.

Article 4 :

L'agent qui souhaite mobiliser son compte personnel de formation doit adresser une demande écrite à l'autorité territoriale. Elle devra contenir les éléments suivants :

- présentation de son projet d'évolution professionnelle
- programme et nature de la formation visée
- organisme de formation sollicité
- nombre d'heures requises
- nombre d'heures acquises sur le compte CPF
- calendrier de la formation
- coût de la formation

Article 5 :

Les demandes seront instruites par l'autorité au fur et à mesure des dépôts tout au long de l'année. Elles doivent être déposées au minimum 2 mois avant la date souhaitée de la formation.

Article 6 :

Lors de l'instruction des demandes, les requêtes suivantes sont prioritaires (article 8 du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017) :

- Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Les demandes présentées par des personnes peu ou pas qualifiées qui ont pour objectif de suivre une formation relevant du socle de connaissances et de compétences mentionné à l'article L.6121-2 du code du travail (qui concerne notamment la communication en français, les règles de calcul et de raisonnement mathématique, etc.) ne peuvent faire l'objet d'un refus.

La satisfaction de ces demandes peut uniquement être reportée d'une année en raison de nécessité de service.

Chaque demande sera, ensuite, appréciée et priorisée en considération des critères suivants :

- situation de l'agent (niveau de diplôme...)
- nombre de formations déjà suivies par l'agent
- ancienneté au poste
- nécessités de service
- calendrier de la formation
- coût de la formation

Article 7 :

La décision de l'autorité territoriale sur la mobilisation du CPF sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de 1 mois.

En cas de refus de la demande, celui-ci sera motivé.

Article 8 : Les heures de formation suivies dans le cadre d'une formation CPF sont rémunérées par l'employeur dans la même mesure que les heures de travail prévues au contrat.

Article 9 :

Les modalités définies ci-dessus prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publicité.

Article 10 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

A l'unanimité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 0)

Délibération pour la délégation consentie au maire pour le marché "Maison des Séniors" réf : 2023-074
--

Monsieur le Maire rappelle que lors du vote de la délibération 2020_035 du 30/05/2020 concernant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, il est stipulé à l'article 4° que :

" Le maire sera compétent pour tous les marchés dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Le Conseil Municipal sera donc compétent au-delà de ces limites.

Par la délibération 2022_069 du 19/10/2022, l'attribution des lots du marché Maison des Séniors a été votée à l'unanimité par le Conseil Municipal, mais la délégation au maire n'y est pas précisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents contractuels et à effectuer toutes les démarches afférentes au marché : travaux et maîtrise d'œuvre (Signature des marchés, avenants, règlements...)

A l'unanimité (pour : 10 / contre : 0 / abstentions : 0)

Questions diverses

* **M. François THIERRY- Relanges**

M. François THIERRY présente l'association PART'ENR qui a été créée pour impulser l'installation de panneaux photovoltaïques au niveau collectif.

Tout acteur pourra soit installer des panneaux (consommation et revente du surplus), soit contractualiser avec Part'Enr pour l'achat d'énergie disponible par la revente des autres acteurs, soit investir pour proposer une surface d'installation de panneaux.

Ce projet commence donc par une phase de recensement afin de quantifier les acteurs potentiellement intéressés (particuliers, entreprises, collectivités...).

Au printemps 2024, des réunions publiques seront organisées et des flyers explicatifs seront prochainement communiqués à la population.

La seconde étape, prévue à l'automne 2024, sera de lancer les études de faisabilité, répartition des coûts...

En 2025, les premières installations pourraient alors émerger.

* **Marché itinérant 2024**

La CCVCSO souhaite recenser les communes qui souhaite accueillir le marché des saveurs et des savoir-faire.

Oui le conseil municipal souhaite être inscrite pour l'accueil d'un marché.

En attente de la date, et sous réserve que la commune soit retenue, les associations seront invitées pour l'organisation d'une buvette ou restauration.

* **PCS**

Réunion programmée le mercredi 7 février 2024 à 20h00 pour la finalisation du plan.

* **Attribution du Label "Forêt d'Exception" pour les forêts de DARNEY-LA-VOGE**

* **Relance de A.C.E pour la proposition d'installation d'un afficheur dynamique**

Consultation à faire avec des entreprises plus proches. L'idée d'installation reste en projet, sera prévue au budget mais pas obligatoirement réalisable en 2024 au vu des travaux de la Maison Séniors et des projets d'investissement en cours.

* **Installation d'éclairage public allée des marronniers - allée des tulipes**

Suite à la demande d'un administré, le SDEV a été consulté pour la possibilité d'installation d'EP.

Il faudra qu'il vienne voir sur place pour un chiffrage exact pour février 2024.

Possibilité de faire appel à un électricien indépendant sous réserve qu'il ne se raccroche pas au réseau existant.

Lampadaires autonomes peuvent être envisagés.

A voir si des subventions peuvent être attribuées pour ce type d'installations.

* **Demande curage du Madon**

Suite à la demande d'un administré, l'EPTB a été consulté pour les solutions possibles.

Suite à une réunion ayant eu lieu le 11/12, l'EPTB a conseillé de faire un courrier à la CCVCSO pour qu'une nouvelle convention soit signée entre la CCVCSO et l'EPTB. Cette convention permettra à la CCVCSO de prévoir un plan d'actions sur les études et travaux à mener.

Surtout ne pas effectuer de curage : interdit par la police de l'eau

* **Demande représentation théâtrale "les gens du coin"**

La troupe de comédiens amateurs et bénévoles joue depuis 20 ans sur Dompain et ses environs.

Tarif d'entrée de 5 à 7 €

Si bénéfiques : reversés aux projets des écoles du secteur de Dompain

Une buvette peut être organisée par le village qui accueille

La location est proposée à 100€ ; si l'association est d'accord la délibération du tarif exceptionnel sera prise en janvier

* **Devis pour tondeuses**

HAAG : 19 200 € ttc pour 1 tondeuse ZTrak JOHN DEERE type Z950R

12 960 € ttc pour 1 tondeuse ZTrak JOHN DEERE type Z740R

CHOFFE : 6 835.32 € ttc pour 1 tondeuse Hustler Raptor x54

22 457, 34 € ttc pour 1 tondeuse KUBOTA ZD 1211 26ch

La tondeuse Hustler Raptor x54 sera prévue au budget 2024 mais un modèle avec un bac de ramassage est aussi envisagé.

Une question est posée à Agathe GORNET concernant le Sicotral : les habitants du Territoire seraient verbalisés s'ils ne s'équipent pas de composteurs.

C'est faux. Les composteurs sont subventionnés, et tout le monde peut prendre contact avec le Sicotral pour obtenir un composteur.

Mais il n'y a pas d'obligation.

* **Désignation du référent déontologue des élus**

La commune délibérera prochainement et conventionnera avec le centre de gestion du Doubs.

* **Restaurant**

Attente d'informations pour location-gérance, café associatif...
L'AMV a été consultée + fédération restauration-hôtellerie + contact 1000 cafés

* **Prime pouvoir d'achat**

Nouvelle simulation comme demandé lors du dernier conseil
Le conseil municipal est d'accord pour le maximum de la prime. Elle sera versée courant 2024, et le comité technique du CDG sera saisi pour validation, avant la délibération.

* **Demande emplacement installation station météo**

Pour une expérimentation de l'INRAE Nancy (parcelles ZL 9 ou 39)
Si le propriétaire des parcelles est d'accord ok, sinon une parcelle communale pourra être proposée.

* **Recensement des parcelles pour les potentiels projets d'énergie renouvelable**

Délibération reportée, en attente d'information de la CCVCSO

* **Tirage au sort affouages + voir plaquettes avec ce qui est tombé parc de commune**

Tirage fait le 08/12/23 : 10 affouagistes Lerrain + 1 extérieur
Un administré a fait remonter une information pour un bout de parcelle au bout du parc de commune (parcelle à nettoyer par les agents, et la clôture sera refaite par cet administré). Ok pour les plaquettes. Organisation à voir pour le nettoyage de la parcelle

* **Micro- Folie**

Nouvelles dates demandées pour une organisation mieux préparée : du 22 au 25 janvier 2023.
Les écoles seront contactées pour projet commun

* **Budget bibliothèque**

Livres : (Budget total 2023 : 1 000 €)
Fournitures animation : (à ajouter au 6068 demande de Nathalie 50 € par atelier = 600 €)
Fournitures administratives (Budget total 2023 : 700 €)
entretien : (Budget total 2023 : 1 500 €)
à revoir après discussion avec Nathalie

* **Commande 22/12/2023 et autre organisation ?**

Vin chaud 20l + orange + 200 gobelets Bil fruits + cacao + lait 12l
Père Noel
Panneau affichage
Un chapiteau peut être prêté par le foyer de Jésonville
pour celui du comité : voir avec le comité à quelle heure pour l'installation ?
Chorale vers 18h30
Audrey peut être disponible le 22/12 à partir de 14h30 pour installation
Demande s'il faut apporter des éléments de décoration ou autre ? Ok
RDV 13h30 à la salle

* + Audrey aimerait savoir qui sera présent à l'AG le 15/12/2023 à 19h30 ?

* **CCAS** : Repas traiteur prévu le 11/02. Communication aux membres du CCAS, démarchage de traiteurs locaux, prévoir rapidement l'information aux bénéficiaires pour recenser le nombre de repas à prévoir

* **Conférence LAMS : le 18/12/2023 à 18h à Lamarche**

- Tour de table

- Date prochain conseil : 17 janvier 2024

Séance levée à : 0h00

Le secrétaire
M. CHATELAIN Jean Pierre

Le Maire
M. Frédéric BALAUD